



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Décembre 2021

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Décret du 24 décembre 2021, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Histoire contemporaine, Guerre de l'information, États-Unis

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



## [À VENIR \(p. 18\)](#)

MEILLEURS  
VOEUX  
2022

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

DÉCRET DU 24 DÉCEMBRE 2021

**Décrets, arrêtés, circulaires**

TEXTES GÉNÉRAUX

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

Décret n° 2021-1831 du 24 décembre 2021 portant création de l'Université Paris-Panthéon-Assas et approbation de ses statuts

NOR : ESR52130494D

**Publics concernés :** usagers et personnels de l'Université Paris-Panthéon-Assas et de ses établissements-composantes.

**Objet :** création d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental dénommé « Université Paris-Panthéon-Assas » et approbation de ses statuts.

**Entrée en vigueur :** l'Université Paris-Panthéon-Assas se substituera à l'Université Paris-II à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les dispositions transitoires nécessaires à la mise en place des organes de gouvernance du nouvel établissement entrent en vigueur le lendemain de la publication du présent décret.

**Notice :** le décret crée un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimentant de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement, dénommé « l'Université Paris-Panthéon-Assas » et il approuve ses statuts. Dans les conditions précisées par ses statuts, l'Université Paris-Panthéon-Assas, qui succède à l'Université Paris-II, regroupe, en tant qu'établissements-composantes conservant leur personnalité morale, la Grande école de management et communication interculturels (ISIT), l'École d'ingénieurs généraliste du numérique (EFREI Paris), le Centre de formation des journalistes (CFJ) et l'École W. L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est un institut-partenaire de l'établissement.

**Références :** les décrets et la partie réglementaire du code de l'éducation, dans leur rédaction résultant de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'IRSEM rejoint l'établissement public expérimental (EPEX) « Université Paris-Panthéon-Assas » (qui succède à l'Université Paris-II) comme institut-partenaire, aux côtés d'établissements-composantes que sont la Grande École de management et communication interculturels (ISIT), l'École d'ingénieurs généraliste du numérique (EFREI Paris), le Centre de formation des journalistes (CFJ) et l'École W. La masse et la complémentarité des expertises que ce regroupement permet offrent du point de vue de l'IRSEM plusieurs avantages : l'EPEX donne la possibilité de postuler à davantage d'appels à projets de recherche nationaux et européens exigeant des compétences transverses, et il contribue à l'intégration universitaire de l'institut, comme à l'émergence en France d'une filière de *War Studies* par l'intérieur, c'est-à-dire par l'université, de façon complémentaire aux autres actions déjà conduites par le ministère.

Voir le [décret du 24 décembre 2021](#) portant création de l'Université Paris-Panthéon-Assas et approbation de ses statuts, publié au *Journal officiel* le 28 décembre 2021.

Note de recherche n° 118 – 10 décembre.

« [Wir sind nicht im Krieg / Nous ne sommes pas en guerre – Le rôle de l'armée allemande face à la pandémie de Covid-19](#) », par Édouard JOLLY, Émilie LEFER et Hélène WEBER, 26 p.



L'Allemagne a été présentée comme un modèle de gestion de la crise permettant, à travers une organisation efficace, d'assurer une sécurité sanitaire, d'éviter l'effondrement économique et social mais surtout d'épargner un grand nombre de vies. Alors que le président français déclarait le 16 mars 2020 que la France était en « guerre » contre le virus, l'Allemagne s'est distinguée par une forte mobilisation de ses forces armées pendant la crise sanitaire, sans déclaration de guerre : Angela Merkel avait prononcé son discours deux jours après celui d'Emmanuel Macron, affirmant que le problème devait « être pris au sérieux », suggérant par là qu'il fallait se préserver de toute *Kriegsrhetorik*. Pourtant, la gestion de la pandémie en Allemagne, en plus d'être politique et sanitaire, autrement dit « biopolitique », a déclenché l'intervention de la Bundeswehr. L'objectif de cette note de recherche consiste ainsi à expliquer le rôle et la fonction de l'armée allemande contre la pandémie, suivant trois moments : biopolitique, juridique et opérationnel.

Note de recherche n° 119 – 22 décembre.

« [Kaliningrad, miroir des ambitions militaires russes d'aujourd'hui](#) », par Malcolm PINEL, 23 p.



L'*oblast* de Kaliningrad, enclave russe dans l'Union européenne, a fait l'objet d'une remilitarisation croissante, qui alimente les tensions entre les États

baltes, la Russie et l'OTAN. Il revêt un caractère stratégique pour Moscou car il offre un accès permanent à l'océan Atlantique *via* la Baltique en s'affranchissant des brise-glaces nécessaires pour naviguer en tout temps par la route du Nord. La modernisation de ses capacités militaires, qui s'est faite progressivement, est représentative des difficultés auxquelles a été confrontée l'industrie de défense russe à la suite de la crise économique et des conséquences des sanctions qui la touchent depuis 2014. La récente restructuration du 11<sup>e</sup> corps d'armée stationné

à Kaliningrad, regroupant l'ensemble des forces armées de l'oblast, lui permet de disposer d'un panel de capacités opérationnelles avérées allant de l'assaut amphibie à la défense multicouche de ses espaces terrestres, aériens et maritimes.



**Report No. 91 – 22 décembre.**

« *Facing a pandemic: African armies and the fight against Covid-19* », by Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds), IRSEM/EGMONT, 78 p.

*The COVID-19 pandemic saw armed forces play an important role in the implementation of policies aimed at fighting the spread of the virus, or at alleviating the side effects of COVID-related restrictions. In many countries, they have engaged in humanitarian, policing or medical interventions, sometimes in rupture with their traditional tasks, and sometimes in continuity as was the case for African states that had been affected by Ebola. This report studies the domestic deployment of militaries to manage the pandemic on the African continent and analyzes the COVID-19 crisis as a case study of continuity and change: both within civil-military relations more broadly and within the armed forces in particular. It report focuses on four cases: Sierra Leone by Maggie Dwyer and Osman Gbla; Burkina Faso by Aboubacar Maïga; Uganda by Moses Khisa; and South Africa by Lindy Heinecken. In those four cases, military engagement in the pandemic go from being out of the ordinary, to cases where it followed previously established norms. These case studies provide explanations for these variations, highlighting the importance of history and context in shaping civil-military relationships and the military's place within the broader security apparatus. It also points to the short and long term impact of the pandemic on the armed forces' professional identity, and to the vulnerabilities they experienced due to their living conditions and their broad range of tasks.*

## LE COLLIMATEUR

### LE PODCAST DE L'IRSEM



**Épisode 127 – 7 décembre.**

« [Le Vietnam, de la colonisation française aux rivalités en mer de Chine du Sud](#) », avec Benoît de TRÉGLODÉ, IRSEM, et Alexandre JUBELIN, 1 h 11.

- 3:00 La naissance du Vietnam par opposition à l'occupation et à la présence chinoise.
- 8:30 L'arrivée de la France et la parenthèse coloniale française.
- 18:30 La montée du communisme au Vietnam.
- 23:00 L'indépendance vietnamienne et la bipartition à la sortie de la guerre d'indépendance.
- 31:00 La sortie de la guerre du Vietnam et l'occupation du Cambodge.
- 46:00 Les mues de l'appareil militaire vietnamien et la réorientation vers la mer.
- 49:30 La question posée en mer de Chine du Sud.
- 59:00 Le Vietnam et les puissances régionales face à la montée chinoise.



**Épisode 128 – 14 décembre.**

« [Mercredi noir en Afghanistan](#) », avec LCL Vincent LAZERGES et Alexandre JUBELIN, 1 h.

- Vincent Lazerges, lieutenant-colonel dans l'armée de terre, est l'auteur de *Mercredi soir à Mobayan* (Éditions de l'École de guerre).
- 2:30 Le projet du livre et les sources écrites pour reconstituer l'événement.
  - 9:30 Le « moment Kapisa » pour les armées françaises.
  - 21:30 Les modes d'action locaux.
  - 26:30 Les objectifs de l'opération.
  - 30:00 Le déclenchement.
  - 45:00 Les renforts américains.



**Épisode 129 – 21 décembre.**

« [Russie-Ukraine : le réchauffement d'un conflit gelé](#) », avec Marie DUMOULIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 34.

Marie Dumoulin, diplomate et chercheuse, est la directrice du programme « Europe élargie » à l'ECFR.

5:30 Perceptions mutuelles et vision de l'histoire russo-ukrainienne.

13:00 L'importance politique et stratégique de l'Ukraine au sein de l'URSS.

18:30 La dislocation de l'URSS et les relations russo-ukrainiennes se mettant en place à l'époque.

28:45 L'éloignement progressif de l'Ukraine et de la Russie.

40:30 La révolution de 2013-2014 et la réaction russe.

52:30 Le cessez-le-feu et ses dispositions dans le Dombass.

1:07:00 La montée en puissance des effectifs russes près de la frontière.

1:16:00 Les objectifs russes.

1:21:00 Les leviers de négociation américains.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

**ÉVÉNEMENTS**

**2 décembre : Visite du colonel Gabin Chahounka (Bénin).**



Le 2 décembre 2021 a été reçu à l'IRSEM le colonel Gabin Chahounka, conseiller terre du chef de l'état-major particulier du président de la République du Bénin. Breveté de la 21<sup>e</sup> promotion

de l'École de guerre, le COL Chahounka était invité par la DGRIS dans le cadre du programme « personnalités d'avenir défense » (PAD). Les entretiens avec le colonel [Stéphan Samaran](#) et [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest, ont porté sur les questions de sécurité avec un accent particulier sur la sensibilité des frontières, en lisière immédiate de la zone d'action de l'opération Barkhane.

**COL Stéphan SAMARAN**

*Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »*

**2 décembre : Séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel ».**

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé réunissant une douzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour discuter de l'opération Barkhane et de la stratégie française au Sahel. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Huit ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. Ce séminaire a permis de réaliser le bilan des six mois ayant suivi l'annonce de la reconfiguration de la présence militaire française au Sahel et de formuler des pistes de stratégie.

**Maxime RICARD**

*Chercheur Afrique de l'Ouest*

## 6 décembre : Workshop « La puissance chinoise comme facteur de transformation ».



Organisé dans le cadre du programme transversal Chine, le séminaire fermé du lundi 6 décembre visait à faire le bilan des enjeux stratégiques chinois existant chez certains des voisins et

compétiteurs de la Chine. Au cours de quatre interventions modérées par [Camille Brugier](#) et [Pierre Haroche](#), respectivement chercheuse Chine et chercheur sécurité européenne, chaque participant était chargé de présenter les différents défis régionaux et thématiques impliquant la puissance chinoise.

Dans un premier temps, le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines », s'est penché sur les transformations amorcées par la présence chinoise dans les pays d'Asie centrale. Pierre Haroche s'est ensuite intéressé aux diverses perceptions que l'OTAN et ses membres réservent au gouvernement chinois. Quelle place occupe la Chine dans l'ordre économique international ? C'est la question que Camille Brugier a cherché à développer à la lumière du poids de l'économie du pays. Enfin, Earl Wang, doctorant associé au domaine « Espace euratlantique-Russie », a exposé les premiers résultats de ses recherches sur l'évolution du discours des institutions européennes tourné sur Pékin et l'influence économique chinoise au sein de l'Union européenne.

**Dusan BOZALKA**  
*Assistant de recherche*

## 7 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 7 décembre s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'Institut, le Pr [Jean-Vincent Holeindre](#). Le séminaire a été animé par Felix Enault (« Aspects de la guerre irrégulière dans l'Antiquité grecque et romaine (VI<sup>e</sup>-II<sup>e</sup> siècles av. J.-C. »), éléments de stratégie et de tactique chez Thucydide, Xénophon, Énée le Tacticien et Polybe) et Jeronimo Barbin (« De la stabilisation à la contre-insurrection : changement doctrinal en France et en Allemagne »).

Felix Enault (Sorbonne Université) a présenté ses recherches en rapport avec sa thèse sur la guerre irrégulière dans l'Antiquité grecque. Son travail s'est articulé entre deux parties : l'étude des occurrences dans les textes latins et grecs sur la guerre irrégulière, afin d'étudier les variations linguistiques du champ ; l'analyse croisée des textes au regard du contexte général mais aussi des spécificités propres à chaque auteur antique, offrant une typologie des conflits irréguliers et des stratégies déployées.

L'intervenant a relevé la difficulté de définir la guerre irrégulière puisque beaucoup de variables juridiques, sociales ou encore politiques interviennent, d'autant que la civilisation grecque antique n'est pas monolithique. L'approche retenue se fait au prisme de la stratégie avec, comme définition de la guerre irrégulière, l'évitement de la bataille frontale pour entraîner la destruction morale de l'adversaire. M. Enault a relevé un renouveau des travaux portant sur la pensée stratégique antique, permis par de nouvelles études sur leurs techniques de guerre (à l'image de la guerre de l'information, de la piraterie, de la théorie de la guerre antique, à laquelle a notamment contribué le Pr Holeindre).

Le directeur scientifique de l'IRSEM a ensuite ouvert une discussion avec Felix Enault, relevant la nécessité de définir plus précisément la guerre irrégulière. Cette dernière est une notion par défaut, puisque la guerre régulière

grecque antique se caractérise par la stratégie hoplitique. L'inflexion à poursuivre étant de ne pas essentialiser la culture stratégique antique, sans faire l'économie de la réflexion sur les catégories et leur portée.

Jeronimo Barbin (Université Helmut-Schmidt de Hambourg) a par la suite évoqué le changement doctrinal des forces armées en France et en Allemagne face à la contre-insurrection. L'étude de cas de l'intervention occidentale en Afghanistan a été proposée. L'intervenant a relevé que, bien qu'il y ait une convergence croissante des doctrines militaires française et allemande, avec le déploiement conjoint de leurs forces lors d'opérations multinationales et à la suite du travail doctrinal multinational, de nombreuses différences de fond et de forme subsistent toujours entre leurs doctrines militaires.

Les travaux présentés visent à déterminer pourquoi l'ajustement doctrinal contre-insurrectionnel des forces armées allemandes et françaises s'est déroulé si différemment, bien qu'elles aient été confrontées aux mêmes défis sur le terrain lors de l'engagement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan à partir de 2006. Un des enjeux de cette recherche est notamment de participer à l'appréhension des conditions d'émergence de doctrines militaires en Allemagne et en France, afin de créer de la transparence dans un domaine qui se trouve pour l'instant caractérisé par son opacité.

Le Pr Holeindre a souligné l'intérêt qu'aurait appelé l'étude du passage de grands modèles culturels et politiques à l'élaboration des doctrines d'emploi à proprement parler. L'étude du passage de la politique générale à la doctrine spécifique permettrait d'avoir une approche plus exhaustive de ce champ.

**Kevan GAFÄITI**  
*Assistant de recherche*

**9 décembre : Réunion avec le général Gyllensporre (Suède).**



Le général Dennis Gyllensporre (Suède) a partagé l'expérience de ses trois années comme commandant de la force onusienne (COMFOR) MINUSMA au Mali. Il a été reçu par le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » et [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM.

Le général Gyllensporre a une vaste expérience opérationnelle internationale, notamment en tant qu'agent de liaison en Bosnie-Herzégovine pendant l'opération SFOR dirigée par l'OTAN en 1997-1998 ; comme vice-président et chef des opérations à la Commission militaire mixte des monts Nouba, au Soudan, de 2002 à 2003, comme chef de la division Doctrine et concepts de l'État-major de l'Union européenne de 2005 à 2008 ; et comme chef d'état-major du commandement régional au nord de la FIAS, opération dirigée par l'OTAN en Afghanistan en 2008.

Au cours d'un échange avec plusieurs chercheurs de l'IRSEM, le général a notamment discuté du contexte politique malien actuel, et des défis auxquels il a fait face lors des deux coups d'État de 2020 et 2021 pendant son mandat de COMFOR. Il a analysé la question des relations entre les acteurs internationaux et la transition malienne. Il est aussi revenu sur les enseignements de son engagement en Afghanistan pour le cas malien, les similitudes et les différences de ces deux théâtres d'opération. Concernant son expérience opérationnelle au Mali, il a notamment expliqué comment la force MINUSMA s'adapte aux différentes situations conflictuelles selon les régions (nord, centre, Liptako-Gourma), en analysant notamment les évolutions des menaces pour améliorer la protection des civils au Mali. Il a souligné la difficulté de la lutte contre la désinformation dans le contexte malien, mais aussi l'apport de l'opération

Barkhane et de la force opérationnelle Takuba. Il a enfin analysé les défis liés à la reconfiguration de l'opération Barkhane pour la Minusma.

**Maxime RICARD,**  
*Chercheur Afrique de l'Ouest*

**9 décembre : Lancement du Rubicon (lerubicon.org), plateforme francophone dont l'IRSEM est l'une des trois institutions fondatrices.**



Lancé le 9 décembre 2021 à Ottawa en ouverture du colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique (RAS) canadien, en présence de [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, Justin Massie, co-directeur du RAS, et Ryan Evans, président fondateur de *War on the Rocks* (WOTR), *Le Rubicon* est une initiative internationale portée par l'IRSEM, le Centre Thucydide de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et le RAS, en partenariat avec WOTR.

Inspiré de ce site de référence en langue anglaise, *Le Rubicon* est une plateforme francophone d'analyse des questions internationales, principalement de sécurité et de défense, mais aussi de politique étrangère, avec un intérêt particulier pour la guerre dite hybride, les cyberattaques, la lutte informationnelle et le renouveau de la conflictualité dans les différents espaces physiques. L'objectif est d'offrir aux auteurs francophones s'intéressant à ces questions un débouché équivalent à WOTR, réactif et de qualité, pour publier dans leur langue.

Les auteurs publiés dans *Le Rubicon* sont aussi bien des universitaires que des praticiens du milieu de la défense, de la sécurité nationale et des affaires étrangères. La plateforme applique les standards internationaux de scientificité : les articles font tous l'objet d'une évaluation anonyme par les pairs et les auteurs doivent répondre aux relectures critiques de leur texte pour l'améliorer.

L'équipe du *Rubicon* est composée d'une cinquantaine d'experts appartenant à certaines des principales institutions de la recherche francophone dans les domaines des relations internationales, des questions de défense et de sécurité. Ils sont répartis en un Comité de direction, un Comité éditorial et un Conseil scientifique. Ces hommes et femmes d'une dizaine de nationalités différentes (France, Canada, Côte d'Ivoire, Belgique, Allemagne,

Hongrie, Italie, Bénin, Argentine) sont localisés en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique et en Amérique latine. Cette équipe est intrinsèquement pluraliste, dans ses profils comme dans ses approches disciplinaires et méthodologiques.

Les trois institutions fondatrices du *Rubicon*, le Centre Thucydide, l'IRSEM et le RAS, contribuent au projet en fournissant les ressources humaines. Les trois codirecteurs du *Rubicon* sont les directeurs ou co-directeurs de ces institutions. Les trois co-éditeurs du *Rubicon* sont trois postdoctorants de ces mêmes institutions. Par ailleurs, le RAS a également bénéficié d'un financement du ministère de la Défense nationale du Canada à travers le programme MINDS, qui a servi à créer le site internet.

*Le Rubicon* jouit d'une indépendance éditoriale totale. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs et aucunement les institutions auxquelles ils appartiennent, ni les institutions fondatrices que sont le RAS, l'IRSEM et le Centre Thucydide. Ni le ministère de la Défense nationale canadien, ni le ministère des Armées français n'exercent le moindre contrôle sur le contenu.

Enfin, si le partenariat avec WOTR permet de réaliser des co-publications, en français sur *Le Rubicon* et en anglais sur WOTR, ce dernier n'exerce aucune influence sur le contenu original du *Rubicon*, qui est le fruit d'un processus de sélection rigoureux et des orientations des membres de l'équipe.

Que vous soyez un chercheur, un militaire, un analyste, un diplomate ou autre, si vous avez quelque chose à dire sur les questions qui intéressent *Le Rubicon*, n'hésitez pas à proposer un texte ! Le processus de soumission et les normes éditoriales sont détaillés sur le site : <https://lerubicon.org/soumettre-un-article/> Si l'article est retenu après l'évaluation anonyme par les pairs, *Le Rubicon* s'engage à le publier rapidement et en accès libre.

**14 décembre : Atelier de modélisation stratégique.**



Mardi 14 décembre s'est tenue la première séance de l'atelier de modélisation stratégique de l'IRSEM, organisé par [Édouard Jolly](#) et Léa Michelis. À cette occasion, les participants ont eu l'opportunité d'utiliser le support [FITNA](#), développé par Pierre Razoux et commercialisé chez Nuts Publishing. FITNA propose plusieurs scénarios qui modélisent différentes hypothèses de conflits armés classiques au Moyen-Orient. Il permet de visualiser les logiques territoriales et politiques dans la région, tout en s'initiant à la prise de décision au niveau politico-militaire. La séance a porté sur la question de la création fictive d'un Kurdistan indépendant. Le scénario a ainsi mis en jeu les Kurdes unifiés, luttant pour le maintien d'une zone de souveraineté, contraints de négocier et de s'adapter aux enjeux défendus par la Turquie, la Syrie et l'Irak. Dans une ambiance bienveillante et pédagogique, les participants ont ainsi pu apprendre le fonctionnement de la modélisation et tenter de remplir leurs différentes conditions de victoire. Cette séance d'initiation a permis d'ouvrir l'atelier au sein des membres de l'IRSEM pour ensuite le programmer à fréquence régulière en 2022. L'objectif sera de s'exercer sur d'autres supports qui modélisent des niveaux de commandement différents ainsi que des théâtres d'opération divers (par exemple, les supports Distant plain, South China Sea, etc.).

**Léa MICHELIS**  
*Doctorante résidente*

**15 décembre : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / L'Ampel-Koalition et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? » avec le Dr Laurent Borzillo, chercheur postdoctoral à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Réseau d'analyse stratégique (RAS) et au Cepel (Université de Montpellier).**



La 6<sup>e</sup> séance du séminaire [en ligne] « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 15 décembre, avec une présentation du Dr Laurent Borzillo, chercheur postdoctoral à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Réseau d'analyse stratégique (RAS) et au Cepel (Université de Montpellier), intitulée « L'Ampel-Koalition et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? »

Tout d'abord, selon Laurent Borzillo, un état de l'art de la réflexion stratégique et plus spécifiquement une analyse sur le Livre blanc allemand (juillet 2016) témoigne des choix présents et à venir. Ainsi, l'Allemagne a pour priorité d'occuper une place plus centrale sur la scène internationale en termes de responsabilité. Dans cette perspective de politique étrangère, Laurent Borzillo a abordé la notion de *Ampel-Koalition* qui signifie « coalition en feu tricolore » du fait de la réunion des partis politiques allemands entre le SPD, FDP et les Verts constituant le nouveau gouvernement Scholz. Laurent Borzillo a souligné dans ce cadre les questions épineuses autour des drones armés, du partage nucléaire au sein de l'OTAN, et pour finir la stratégie interministérielle de sécurité nationale, (*Ressortübergreifenden nationalen Sicherheitsstrategie*). Toutefois de nombreuses orientations restent en suspens (l'Indopacifique, exercice en Australie [2022], Aukus, etc.).

Dans un second temps, il a porté la réflexion sur les coopérations industrielles et l'acquisition d'armement,



notamment au prisme du projet de coopération franco-allemand, des difficultés et des défis à relever. À titre d'exemples, le programme Tigre, le char franco-allemand de KNDS, le système de combat aérien du futur (SCAF), ou bien encore les drones armés. La velléité allemande est de restreindre les exportations d'armement. L'ensemble de ces domaines portent à s'interroger sur l'autonomie stratégique européenne et plus généralement de l'Union européenne (UE), d'où l'importance entre autres du Fonds européen de défense.

Laurent Borzillo a conclu ses propos en soulignant l'importance d'encourager, en plus des relations officielles, le développement des relations informelles (conférences, voyages d'études, partenariats académiques, etc.) pour consolider le dialogue franco-allemand.

**Océane ZUBELDIA**  
*Chercheuse Drones, industries et innovation*

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Maxime AUDINET

- Intervention : « Russian media influence in words », Panel « Media, cyber, disinformation », séminaire de l'IISS « Statecraft and Influence Network », Berlin, 7 décembre 2021.
- Intervention devant les étudiants du master de journalisme de CY Cergy Paris Université, présentation du livre *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, 10 décembre 2021.
- Entretien : « Comment RT France, média d'influence du Kremlin, veut s'inviter dans la présidentielle », *Télérama*, 12 décembre 2021.



### Camille BRUGIER

- Co-organisation, avec Pierre Haroche, du workshop « La puissance chinoise comme facteur de transformation », IRSEM, 6 décembre 2021.
- Organisation du séminaire mensuel sur les « terrains difficiles » avec les doctorants financés par le ministère des Armées, IRSEM, 7 décembre 2021.



### Thibault DELAMARE

- Recension : « [Amélie Zima, OTAN \(Que sais-je\)](#) », *Défense et sécurité internationale*, n° 156, novembre-décembre 2021.



### Emmanuel DREYFUS

- Intervention : « Colored Revolutions seen from Russia: the Kremlin evolving Views and Strategies toward 'Regime Changes in former Soviet Eurasia », dans le panel « How Strong is Civil Society in Russia and East Central Europe? », à la [53<sup>e</sup> édition de l'Association for Slavic, East European and Eurasian Studies](#), 3 décembre 2021.
- Participation au séminaire Russia Strategy Group, organisé par le programme Wider Europe de l'ECFR, avec le

soutien du ministère allemand des Affaires étrangères, Paris, 15-16 décembre 2021.

- Entretien : « [Wagner: instrument au service du Kremlin ou outil lucratif ?](#) », Institut Montaigne, 10 décembre 2021.

- Entretien : « [Les liens de la société de sécurité privée Wagner avec le gouvernement russe](#) », Radio Télévision suisse (RTS), 13 décembre 2021.

- Entretien : « [Wagner, ce groupe paramilitaire russe qui inquiète l'Occident](#) », pour le podcast quotidien « Sur le fil », AFP, 20 décembre 2021.



**Pierre HAROCHE**

- Modération, avec Camille Brugier, du séminaire « La puissance chinoise comme facteur de transformation », IRSEM, 6 décembre 2021.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Chapitre : « France: A 'light footprint' approach to information manipulation », in Sophie Vériter, Monica Kaminska, Dennis Broeders and Joachim Koops (eds), [Responding to the COVID-19 'infodemic': National countermeasures against information influence in Europe](#), The Hague, The Hague Program for Cyber Norms, Universiteit Leiden, décembre 2021, p. 11-17.

- Chapitre : « Election Disinformation in France », in William T. Adler and Dhanaraj Thakur, [A Lie Can Travel: Election Disinformation in the United States, Brazil, and France](#), Center for Democracy & Technology / Konrad Adenauer Stiftung, décembre 2021, p. 38-50.

- Article : « ["La violence clandestine et dispersée" : penser la dilution de la guerre](#) », *Cités*, n° 88, 2021/4, décembre 2021, p. 139-145.

- [Entretien sur le rôle de l'IRSEM dans la diplomatie de défense](#), Les Jeunes IHEDN, 5 décembre 2021.

- Présentation et lancement de la plateforme francophone d'analyse des questions internationales, de sécurité, de défense et de politique étrangère, [Le Rubicon](#), en ouverture du colloque annuel du Réseau d'analyse stra-

tégique (RAS), Queen's University / Université du Québec à Montréal (UQAM), Ottawa, Canada, 9 décembre 2021.

- Article : « [Introducing Le Rubicon](#) » (avec Julian Fernandez et Justin Massie), *War on the Rocks*, 9 décembre 2021.

- Membre du jury de la thèse de doctorat en philosophie politique de Maira dos Santos Matthes da Costa, *Les raisons de la guerre : le jus ad bellum entre le pacifisme libéral et la guerre juste*, soutenue le 11 décembre 2021 à l'Université de Paris.

- Article : « [L'influence chinoise au Canada](#) », *La Presse*, 12 décembre 2021.

- Présentation et discussion du rapport *Les opérations d'influence chinoises*, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal (UQAM), avec Frédérick Gagnon, Charles-Philippe David et Yann Roche, Montréal, Canada, 14 décembre 2021.

- Launch event of the report *A Lie Can Travel: Election Disinformation in the U.S., Brazil, & France*, organized by the Center for Democracy & Technology and Konrad-Adenauer-Stiftung USA, webinar, 15 décembre 2021.

- « Éthique et dissuasion nucléaire », intervention dans le séminaire « Pourquoi la dissuasion ? » de Mélanie Rossetet, École normale supérieure Ulm [en ligne], 15 décembre 2021.

- Présentation et discussion du rapport *Les opérations d'influence chinoises*, [École supérieure d'études internationales, Université Laval](#), avec Jonathan Paquin et Louis Bélanger, Québec, Canada, 16 décembre 2021.

- Entretien sur le droit d'ingérence, in Marc Semo, « [Les derniers feux du droit d'ingérence](#) », *Le Monde*, 18 décembre 2021, p. 34.



**Édouard JOLLY**

- Audition parlementaire par la Commission de la défense nationale et des forces armées, pour les députés Patricia Mirallès et Jean-Louis Thiériot, co-rapporteurs d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité, Assemblée nationale, 1<sup>er</sup> décembre 2021.

- Publication : avec Émilie Lefer et Hélène Weber, « [Wir sind nicht im Krieg \(nous ne sommes pas en guerre\), le rôle de l'armée allemande dans la lutte contre la pandémie de COVID-19](#) », Note de recherche n° 118, IRSEM, 10 décembre 2021, 26 p.

- Co-organisation, avec Léa Michelis de l'Atelier de modélisation stratégique, IRSEM, 14 décembre 2021.

- Conférence : « La "guerre" contre le coronavirus, rôle et action des armées (France, Allemagne, Europe) », Conférence du soir du Centre d'études de sécurité et de défense, Institut supérieur royal de Défense, Bruxelles, Belgique, 16 décembre 2021.



**Maxime RICARD**

- Publication de la traduction en français et en portugais de l'article « [Collaborative Policing and Negotiating Urban Order in Abidjan](#) », *Africa Security Brief 40*, Africa Center for Strategic Studies, « [Police collaborative et négociation de l'ordre urbain à Abidjan](#) » ; « [Vigilância colaborativa e negociação da ordem urbana em Abidjan](#) », décembre 2021.

- Organisation du séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel », IRSEM, 2 décembre 2021.

- Intervention sur la méthodologie qualitative/ethnographique en thèse, dans le workshop doctoral sur les terrains difficiles, IRSEM, 7 décembre 2021.



**Anne-Laure MAHÉ**

- Publication : avec Nina Wilén (eds), [Facing a pandemic: African armies and the fight against Covid-19](#), report No. 91, IRSEM/EGMONT, 22 décembre 2021, 78 p.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Présentation : « Indian governance and maritime security » dans le cadre du séminaire maritime Europe/Inde organisé par la National Maritime Foundation et l'European Council on Foreign Relations (ECFR-Paris), [en ligne], 2 décembre 2021.

- Podcast : « [Quels enjeux pour l'Indo-Pacifique ?](#) », « Le Périscope », épisode 1, Centre d'études stratégiques de la marine (CESM), 9 décembre 2021.

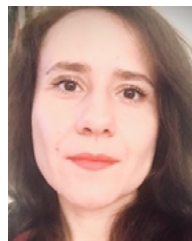
- Publication : avec Valérie Niquet, « [L'Asie face à l'AUKUS : interrogations et attentismes prudents](#) », Note 42/21, Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 9 décembre 2021.

- Présentation : « French and European Indo-Pacific Strategies and China: a mirroring effect? » dans le cadre de la Conférence de [l'Observatoire franco-allemand sur l'Indo-Pacifique](#) organisée par le CERI Sciences Po et le GIGA Hambourg, Paris, 9-10 décembre 2021.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Podcast : « [Le Vietnam. De la colonisation française aux rivalités en mer de Chine du Sud](#) », « Le Collimateur », 7 décembre 2021.



**Amélie ZIMA**

- Intervention : « How to end Soviet domination in Central Europe? Between strategies of cooperation and logics of differentiation », colloque international « The Strategic and Military Consequences of the End of the Cold War », organisé par le Centre d'histoire de SciencesPo, le Service historique de la défense et le King's College, Paris, SciencesPo, 13-14 décembre 2021.

- Intervention dans l'émission « Culture Monde », « [Russie-Otan, le casus belli ukrainien](#) », France Culture, 10 décembre 2021.



**Nicolas REGAUD**

- Intervention à la « *Franco-German Observatory on the Indo-Pacific Conference* » [en ligne], 9-10 décembre 2021.



**Océane ZUBELDIA**

- Intervention : « Les puissances militaires et la technologie des drones armés : un changement de paradigme ? », table ronde « Les puissances militaires et l'enjeu de l'innovation », colloque annuel de l'Association

pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), « Innovation(s), guerre et paix », Université Grenoble, 2 décembre 2021.

- Présentation : « Réflexions sur les avancées technologiques taiwanaises et leurs impacts » dans le cadre du programme transversal Chine, workshop IRSEM, École militaire, 6 décembre 2021.

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 6 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Laurent Borzillo intitulée « *L'Ampel-Koalition* et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? », IRSEM [en ligne], 15 décembre 2021.

- Communication : « L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques », Conférence de garnison de l'École du Génie à Angers, 13 décembre 2021.

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 6 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Laurent Borzillo intitulée « *L'Ampel-Koalition* et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? », IRSEM [en ligne], 15 décembre 2021.

- Communication : « L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : les États-Unis à l'heure du choix », dans le cadre d'une réunion de travail interne de la Chaire Éthique, Technologie et Transhumanismes (ETHICS) de l'Université catholique de Lille, 21 décembre 2021.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



**Jeronimo BARBIN**

- Intervention : « La réorganisation de la politique de défense allemande après la guerre froide », Séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 7 décembre 2021.

- Intervention : « The reorganization of German defense policy after the Cold War. Change or continuity of German strategic culture? », Colloque « The Strategic and Military Consequences of the End of the Cold War », organisé par le Service historique de la Défense, le Centre d'histoire de Sciences Po Paris et le Sir Michael Howard Centre for the History of War, King's College London, 14 décembre 2021.



**Léa MICHELIS**

- Co-organisation, avec Édouard Jolly, de l'Atelier de modélisation stratégique, IRSEM, 1 décembre 2021.



**Malcolm PINEL**

- Publication : « [Kalininograd, miroir des ambitions militaires russes d'aujourd'hui](#) », Note de recherche n° 119, IRSEM, 22 décembre 2021, 23 p.

- Article : avec Xavier Rival, « [Aspects qualitatifs de l'intervention russe en Syrie](#) », *Vortex – Études sur la puissance aérienne et spatiale*, « Les effets de la puissance aérienne », n° 2, décembre 2021, p. 135-153.



**Pierre BOURGOIS**

- Communication : « Le soldat augmenté : un enjeu stratégique pour les puissances militaires », dans le cadre du panel « Les puissances militaires et l'enjeu de l'innovation », co-organisé avec Johanna Möhring lors du Colloque annuel de l'Association pour les études

sur la guerre et la stratégie (AEGES), consacré au thème « Innovation(s), guerre et paix », Université Grenoble Alpes, 2 et 3 décembre 2021.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### HISTOIRE CONTEMPORAINE

**Soutenance de thèse de doctorat en histoire contemporaine : Julia MASPERO, « L'administration des personnes déplacées dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche : une politique de la France en contexte de guerre froide (1945-1951) », EHESS, 9 décembre 2021.**

Jury : Aline Angoustures, responsable mission Histoire et archives de l'OFPRA, chercheuse associée de l'Institut des sciences sociales du politique ; Catherine Gousseff (directrice de thèse), directrice de recherche, CNRS ; Alain Blum, directeur d'études, EHESS, directeur de recherche, INED ; Daniel G. Cohen (rapporteur), Associate Professor, Rice University ; Patrick Farges (rapporteur), professeur des Universités, Université de Paris ; Anouch Kunth, chargée de recherche, CNRS.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, environ onze millions de civils déplacés à travers l'Europe du fait de la guerre sont libérés par les Alliés. Huit millions d'entre eux se trouvent en Allemagne et un peu plus d'un million en Autriche. L'administration de ces personnes déplacées (DPs, *Displaced Persons*) s'inscrit dans le cadre des politiques d'occupation des trois alliés occidentaux, et leur rapatriement et émigration soulèvent des débats et des tensions entre les différents acteurs institutionnels et étatiques concernés. Cette thèse étudie les politiques adoptées par l'un de ces acteurs vis-à-vis de la présence des personnes déplacées dans ces deux pays : la France.

De 500 000 à la libération, les DPs, parmi lesquelles sont représentées plus d'une vingtaine de nationalités, ne sont plus que 65 000 fin septembre 1945 dans la zone d'occupation française en Allemagne (ZFO), puis environ 20 000 en juillet 1950. En septembre 1950, il reste encore 12 000 personnes en zone française d'Autriche (ZOF), contre environ 25 000 à l'automne 1945. Du printemps 1945 à la fermeture des services français en charge des personnes déplacées et réfugiées (PDR) en 1951, l'administration française des DPs a connu trois grandes phases : au regroupement des DPs, alors que les militaires français doivent improviser pour mettre de l'ordre dans le chaos de la sortie de guerre, succède le rapatriement comme réponse à la question DP tandis que les premiers pas des administrations PDR s'accompagnent du difficile partage de

leurs responsabilités avec l'organisme onusien, l'UNRRA. Dans un troisième temps, le recrutement des déplacés ou leur installation sur place apparaissent comme des voies à suivre tandis que les autorités françaises tentent d'être autonomes vis-à-vis des autres occupants et de l'organisme qui prend la succession de l'UNRRA à la mi-1947, l'IRO.

D'abord désintéressées de la question DP, les autorités françaises s'en emparent finalement pour limiter l'influence de l'UNRRA, organe principalement financé par les Américains et les Britanniques, et qui risquerait de fragiliser la légitimité de la France comme puissance occupante. Par ailleurs, pour la France, les DPs représentent une potentielle main-d'œuvre utile au pays. Aussi, à la suite de la signature le 29 juin 1945 d'un accord franco-soviétique de réciprocité dans les rapatriements, le retour des ressortissants français en France est conditionné par le rapatriement de toutes les DPs revendiquées comme soviétiques par Moscou, ce qui inclut les Ukrainiens occidentaux et les Baltes. Cette situation oblige la France à choisir entre cet accord diplomatique et les engagements qu'elle a pris auprès des Nations unies en février 1946 protégeant les réfugiés réfractaires au rapatriement. Elle implique également la détermination de la nationalité des DPs et donc à définir sa position vis-à-vis de l'expansion soviétique à l'Ouest. De fait, la question des nationalités se retrouve au cœur du sort des DPs et des politiques nationales et diplomatiques de la France. L'assignation d'une nationalité à chaque DP oblige les Français à composer avec les pratiques bureaucratiques et le vocabulaire des divers acteurs impliqués dans l'administration de cette population : les DPs elles-mêmes, les officiers de rapatriement ou de liaison, les agents de l'UNRRA puis de l'IRO, et les divers services français qu'ils fonctionnent en France, à Berlin et à Vienne, dans les quartiers généraux des zones ou directement auprès des DPs.

L'analyse de l'administration des DPs permet d'apprécier la place des zones d'occupation dans la diplomatie française en cette période de début de guerre froide. Alors que les relations entre Paris et Moscou ou Varsovie sont paralysées, notamment après l'éviction des communistes du gouvernement et l'affaire Beauregard, les zones d'occupation françaises servent de zones de détente. Des contacts fréquents et des négociations en faveur des Malgré-nous y sont encore possible. En outre, entre 1949 à 1952, étant les seules zones d'Allemagne et d'Autriche à accueillir sans interruption les missions soviétiques, elles font office de pont entre l'Est et l'Ouest. La question DP permet donc de décentrer le regard tradi-

tionnel sur la place de la France dans la guerre froide : jusqu'en 1952, dans ce régime de blocs, les Français ont cherché à construire une politique autonome et à rester à la marge.

**Julia MASPERO**

## GUERRE DE L'INFORMATION

**The Graphika Team, « [Viral Vendetta](#) », Graphika, 1<sup>er</sup> décembre 2021.**

Depuis quelques années, les théories conspirationnistes suscitent en Europe la formation de nouveaux groupes complotistes, dont chacun adopte sa propre idéologie selon les intérêts défendus. Comme le montre le dernier rapport du groupe d'analystes Graphika, le mouvement « V\_V » promeut quant à lui un narratif dit « antiautoritaire ». En effet, les démocraties européennes sont accusées de favoriser la mise en place d'un « nazisme médical » au travers de la vaccination obligatoire. Bien que l'idéologie du groupe soit similaire à la lignée anti-litiste et populiste des groupes américain (QAnon) et allemand (Querdenken), le mouvement « V\_V » parvient tout de même à se démarquer. De fait, le narratif employé s'éloigne des théories satanistes et de l'État profond (*deep state*) pour davantage mobiliser l'histoire et l'imagerie de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, il s'agit de révéler et de combattre la mise en place d'une « dictature sanitaire nazie » désirée par les élites occidentales autoritaires.

D'abord apparu en Italie durant la seconde moitié de 2020, le mouvement recense aujourd'hui des milliers de partisans en Allemagne, France, Espagne, au Royaume-Uni et en Irlande. Tirant profit des avantages offerts par les nouvelles technologies, les membres du groupe se rassemblent en grande majorité sur les plateformes Telegram, mais n'excluent pas les possibilités de recrutement offertes par YouTube, Twitter et TikTok. Au niveau organisationnel, le mouvement innove à nouveau par le biais d'une procédure sélective et fermée à quelques groupes Telegram. *Via* un lien posté sur les réseaux sociaux traditionnels, les membres sont d'abord invités à rejoindre un premier groupe « transitoire » où des narratifs sont disponibles sous forme de contenus « éducatifs », permettant après consultation de passer un examen écrit. Une fois cet examen réussi, les membres sont promus au rang de « guerrier ». Ils disposent en outre d'un numéro d'identification et sont ajoutés à des groupes conspirationnistes de plus grande envergure.

Chaque « guerrier » s'attèle ensuite à suivre les tâches formulées par la direction dudit groupe. Afin de garantir l'expansion du mouvement, ses membres recourent régulièrement à des phénomènes d'amplification classiques : l'identification de personnes issues du cercle amical et familial sur les publications du groupe ou encore le détournement massif de mots-dièse (*hashtag hijacking*). Le mouvement V\_V peut toutefois employer des pratiques plus coercitives, à l'image du harcèlement régulier de journalistes et de figures politiques, ainsi que la falsification des algorithmes de YouTube en signalant et en votant « je n'aime pas » sur les vidéos dont le contenu est en désaccord avec son idéologie (*down-rating*). D'autres occurrences incluent également la manipulation de sondages gouvernementaux en ligne, ainsi que la réservation massive et trompeuse de rendez-vous vaccinaux. Loin de se limiter à la sphère cyber, des cas de vandalisme sont également recensés et des flyers propagandistes auraient déjà été distribués en Italie.

Quoi qu'il en soit, l'apparition de ce nouveau groupe entérine bel et bien la transnationalité des théories conspirationnistes, celles-ci couvrant un pays européen après l'autre. Le contexte culturel reste un facteur déterminant du développement potentiel de l'idéologie complotiste promue : force est de constater que le mouvement V\_V prolifère essentiellement dans des pays marqués par le régime nazi. Le concours des nouvelles technologies soulève par ailleurs des préoccupations sécuritaires émanant des dangers qu'incarnent les phénomènes de « bulle de filtrage », capable d'enfermer les utilisateurs dans un écosystème informationnel fermé ainsi que d'accélérer la radicalisation. Bien que Facebook ait supprimé la plupart des groupes V\_V de sa plateforme, l'application de messagerie chiffrée Telegram demeure libre de tout contrôle. Empruntant aux phénomènes propres aux guérillas, le mouvement V\_V et son *modus operandi* incarnent un renouvellement préoccupant de la sphère conspirationniste.

## ÉTATS-UNIS

**Stephen WALT, « [Biden's Democracy Summit Could Backfire](#) », *Foreign Policy*, 8 décembre 2021.**

Le sommet pour la démocratie va-t-il réellement apporter des changements concrets ? Stephen Walt, célèbre politologue et penseur de l'école néoréaliste des relations internationales, nous met en garde dans son article pour *Foreign Policy* contre un retour de flamme amer pour l'administration Biden. Écrit à la veille dudit sommet, son article permet de rendre compte des préoccupations observées en amont de cet événement. En l'absence d'objectifs clairs, couplée à des inconsistances dans la liste d'invités, Walt nous explique déjà que ce projet phare de la politique étrangère de Joe Biden risque d'être voué à l'échec. Sans résultats concrets, ce sommet pourrait même apporter de l'eau aux moulins des régimes politiques alternatifs prônant l'inadaptabilité du modèle démocratique aux enjeux contemporains. Ces inquiétudes se sont d'ailleurs partiellement reflétées dans les échanges tenus lors du sommet, pendant lequel les États-Unis n'étaient alors plus perçus comme les « bons élèves » de la démocratie.

Par ailleurs, Stephen Walt met déjà en évidence l'ambivalence de la Maison-Blanche face aux défis contemporains de la démocratie. Si les États-Unis se positionnaient réellement en opposition aux pays autoritaires, comment expliquer leur soutien à l'Égypte, l'Arabie saoudite, ou encore leur tolérance aux tendances liberticides observées en Turquie et en Hongrie ? Selon lui, l'administration Biden peinerait en outre à définir des concepts clés pour privilégier des valeurs vagues, ce qui empêcherait Joe Biden de les matérialiser. Toutefois, Walt omet le rôle prépondérant que joue la politique intérieure. De fait, la prévalence des valeurs relève davantage d'un calcul, permettant à Joe Biden de maintenir une marge de manœuvre en dépit du clivage politique entre Républicains et Démocrates. De même, Walt oublie que le dossier Chine est l'un des seuls à bénéficier d'un soutien bipartisan. Ce faisant, il paraît aujourd'hui logique que l'administration Biden surenchérisse sur le combat des valeurs de concert avec ses alliés européens et asiatiques face à la montée de Pékin. L'auteur ajoute ensuite que les États-Unis devraient arrêter de se focaliser sur « le respect des droits humains en Malaisie » pour se focaliser sur les difficultés éprouvées par la société américaine. En conséquence, Stephen Walt semble postuler qu'une meilleure cohésion nationale serait la condition *sine qua non* pour justifier une promotion de la démocratie à l'étranger sur la base de ses valeurs. S'il est vrai que les États-Unis se doivent de

redorer leur blason, le non-investissement de Washington sur ces dossiers, tel que promu par l'auteur, ne peut que laisser le champ libre à une Chine subversive sur le long terme.

**Maya KANDEL, « [Le Sommet pour la démocratie de Biden, un projet en panne d'ambitions ?](#) », Institut Montaigne, 2 décembre 2021.**

Le projet phare de la politique étrangère de Joe Biden est-il en panne d'ambitions ? Selon Maya Kandel, directrice du programme États-Unis de l'Institut Montaigne, le sommet pour la démocratie est loin de faire l'unanimité. Le basculement en faveur d'un sommet « en ligne », de même que la prise en compte des réserves émises par les pays asiatiques et européens, traduisent un clair manque d'ambitions de la part du département d'État.

L'enjeu est de taille : faire progresser la démocratie sans donner l'impression à Pékin d'être confronté à une nouvelle coalition formée par les pays démocratiques. Cette idée ne serait d'ailleurs pas si inconcevable et ferait directement écho à la « Communauté des démocraties » chère à Madeleine Albright ou encore à la présidence du Canada lors du G7 de 2019.

L'objectif, quant à lui, est longtemps resté flou. Faut-il encore que les États-Unis demeurent les grands promoteurs de la démocratie ? Il est certes vrai que 75 % de la population vivent dans des pays frappés par un recul démocratique. Toutefois, cette position est difficile à assumer lorsque les derniers rapports de Freedom House classent les États-Unis à la 61<sup>e</sup> place du classement des démocraties. En cause, le redécoupage électoral (*gerrymandering*), la politisation du processus de nomination et confirmation des juges, ainsi que le poids de l'argent des industries dans les campagnes présidentielles. La liste des invités laisse d'ailleurs transparaître les priorités stratégiques contemporaines de Washington : Ukraine, Philippines, Taiwan, Chine, Russie et Pakistan. Nommé « Sommet pour la démocratie », et non pas « des démocraties », on s'étonnera tantôt de l'invitation de la Pologne et tantôt de l'absence de la Hongrie, cette dernière étant idéologiquement proche de Donald Trump. Après le tollé suscité en Afghanistan et certains renoncements en matière de politique étrangère, Joe Biden ne pouvait toutefois pas faire l'impasse sur l'une de ses grandes promesses de campagne. Pour l'heure, l'histoire en retiendra un événement confus, imprécis, et dont l'objectif était de réaffirmer l'importance des valeurs, quitte à confesser le recul démocratique américain.

Webinaire « U.S. Speaker Series: Biden's Vision for the Summit for Democracy – What to expect? », German Marshall Fund of the United States, 30 novembre 2021.

Webinaire « [The Summit for Democracy: A Transatlantic Readout](#) », German Marshall Fund of the United States, 14 décembre 2021.

Quels premiers éléments de conclusion pouvons-nous tirer du sommet pour la démocratie de Joe Biden ? Cherchant à esquisser les enjeux présents dans le combat des valeurs portées par la Maison-Blanche, le German Marshall Fund of the United States (USGMF) s'est penché sur la question grâce à l'organisation de deux webinaires modérés par Alexandra de Hoop Scheffer, directrice de l'antenne parisienne du USGMF, mercredi 30 novembre et mardi 14 décembre.

**Dusan BOZALKA**  
*Assistant de recherche*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Barbara JANKOWSKI, Anne MUXEL et Mathias THURA (dir.), *La sociologie militaire : héritages et nouvelles perspectives*, Oxford, Peter Lang, 2021, 468 p.

Les armées restent relativement peu étudiées par la sociologie en France : *La sociologie militaire*, premier ouvrage généraliste sur le sujet depuis plus de dix ans, entend combler ce manque. Rassemblant les travaux de vingt-cinq chercheurs français et étrangers sous la direction d'Anne Muxel, Barbara Jankowski et Mathias Thura, l'ouvrage aborde un grand nombre de thématiques avec une approche sociologique convenant à une institution militaire qui est tout sauf isolée de la société.

La première partie de *La sociologie militaire* (à laquelle participent aussi Bénédicte Chéron, Claude Weber et les chercheurs allemands Markus Steinbrecher et Heiko Biehl) s'intéresse à la transformation des représentations des armées et de leurs fonctions sociales. Anne Muxel montre que les jeunes substituent l'image du soldat protecteur et défendant les droits humains à celle du guerrier, quand Camille Boutron détaille trois facteurs rendant irréversible la féminisation des armées dans le monde, de l'intégration des femmes au marché du travail en passant par leur rôle d'opérateurs stratégiques lors des conflits.

La deuxième partie de l'ouvrage (à laquelle contribuent aussi Christophe Lafaye et les chercheurs canadiens Nancy Otis, Irina Goldenberg et Joelle Laplante) est dédiée aux réalités des métiers militaires. Mathias Thura étudie ainsi leur « contenu » sous l'angle de la sociologie du travail en considérant le soldat comme un travailleur. Utilisant la sociologie interactionniste, Camille Trotoux et Christophe Pajon soulignent l'aspect parfois concurrentiel de la segmentation professionnelle chez les officiers de l'armée de l'air. Édouard Jolly discute les principes de la légalité du principe de discrimination entre civils et combattants, et sa légitimité éthique.

La troisième partie (à laquelle participent aussi Sami Makki et Sébastien Jakubowski) s'intéresse aux relations des militaires entre eux ou avec d'autres acteurs publics ou privés. En interrogeant la place des chefs militaires français dans les processus décisionnels en amont des interventions, Barbara Jankowski montre que les relations politico-militaires sont moins verticales que le laisse penser le principe de subordination, et moins conflictuelles par



exemple qu'aux États-Unis. Étudiant l'externalisation dans le domaine sécuritaire, Cyril Magnon-Pujo estime que les relations public-privé prennent la forme d'« assemblages » dont le secteur privé participe à l'élaboration.

La quatrième partie du livre s'intéresse à la manière dont les politiques et militaires font face aux menaces terroristes. Recourant à l'approche cognitive, Julien Fragnon et William Leday analysent la transition de la lutte anti-terroriste française, du refus d'une approche strictement militaire dans les années 2000 à l'actuelle « guerre au terrorisme » ; Gregory Daho étudie le cadrage antiterroriste et l'évolution des relations politico-militaires en France en partant de l'hypothèse d'une intrication des milieux politiques, administratifs et militaires trop souvent présentés comme des « blocs ». Suscitant une comparaison avec la France, Delphine Resteigne se penche sur les missions de police de l'armée belge depuis 2015 ; l'approche sociologique montre que l'identité des militaires freine la « policisation » de leurs missions.

La cinquième et dernière partie est consacrée aux rapports entre la sociologie, la pratique et la stratégie militaires. Joseph Soeters énonce un certain nombre d'enjeux sur lesquels les sociologues peuvent être directement utiles aux actions militaires. Pascal Venesson quant à lui montre ce que la sociologie, qui a intégré des éléments du raisonnement stratégique, peut apporter à ces dernières.

Couvrant des thématiques et des approches scientifiques variées, l'ouvrage dirigé par Anne Muxel *et alii* renouvelle l'approche de la sociologie militaire – souvent considérée comme un domaine singulier du fait de la particularité de son objet – en la réintégrant dans le cadre de la sociologie générale.

**Aurélien DUCHÊNE**  
*Assistant de recherche*

**Aurélien DUCHÊNE**  
*Assistant de recherche*

au réchauffement climatique et témoigneraient d'une relative désillusion vis-à-vis de la capacité des responsables politiques à le relever. Une désillusion généralisée, à laquelle s'ajoute une relativisation de l'importance de la démocratie (47 % des jeunes adhèrent à l'idée d'un pouvoir autoritaire, 34 % adhèrent à celle de l'éventualité de la mise en place d'un pouvoir militaire) et une défiance envers l'État. Sur ce dernier point, les 18-30 ans se montrent plus favorables (60 %) au libéralisme économique que leurs aînés.

Résultat plus attendu, les jeunes font preuve d'un plus grand libéralisme sociétal que les générations précédentes. La nouveauté tient à leur perméabilité aux thèses dites *woke* (comme l'idée d'un « racisme d'État »), en rupture avec le modèle républicain tel que le conçoivent encore les plus de 30 ans. Les jeunes ont intégré davantage que leurs aînés la réalité d'une France multiculturelle et adhèrent plus volontiers à un modèle de laïcité ouverte, mettant en avant les questions d'égalité et de respect des différences, et une attention plus marquée aux minorités et aux questions identitaires. Ainsi, une part croissante des jeunes pense que c'est à la République de s'adapter aux minorités : s'agissant par exemple de la critique des religions, 35 % des jeunes de moins de 25 ans soutiennent la publication de caricatures de Mahomet dans les journaux, contre 59 % de l'ensemble des Français. Néanmoins, les auteurs notent des clivages au sein même de la jeunesse sur ces questions, entre ceux qui sont acquis à une conception multiculturelle de la société, et ceux qui s'y opposent, parfois dans une logique identitaire. S'il y a « fracture » intergénérationnelle, celle-ci est aussi traversée de clivages intragénérationnels pouvant venir la brouiller.



**Frédéric DABI, Stewart CHAU, *La Fracture*, Paris, Les Arènes, 2021, 288 p.**

Cet ouvrage rend compte d'une vaste enquête de l'IFOP portant sur 1 500 jeunes Français représentatifs des 18-30 ans. Les auteurs défendent l'idée de l'existence d'un hiatus entre les jeunes de cette tranche d'âge et leurs aînés sur certains sujets clés du

débat public, et affirment la réalité d'une « fracture » concernant notamment les enjeux de société suivants.

Tout d'abord les jeunes auraient une perception plus marquée du défi majeur que représentent les menaces liées

## À VENIR

6 janvier 2022 : « [Webinar Endless Wars : «The conflict in Syria, views from the ground and from Moscow»](#) ».



*As the second event of the «Endless Wars» cycle, this seminar will analyze the evolution of the Syrian conflict since 2011 from an endogenous as well as an exogenous perspective. Two round tables will be hosting Patrick Haenni and Arthur Quesnay, both researchers specializing in Syria, and Igor Delanoë, whose expertise revolves around the Russian policy in the Middle East. They will seek to shed some light on the link between the influence exerted by the major powers and features encountered specially in civil wars, as well as the role of Moscow in the Syrian conflict.*

20 janvier : Journée d'étude « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis ».



Le progrès technologique constitue un enjeu majeur pour les forces armées. Que ce soit sur les plans stratégique, opérationnel ou encore vis-à-vis des conflits armés, les puissances contemporaines doivent nécessairement s'en saisir et en mesurer la portée, dans un contexte de « tech-guerre » accru et en évolution constante. Cette journée d'étude vise ainsi à s'intéresser aux nouvelles technologies pour le combattant et aux défis qu'elles impliquent. Tout d'abord, il s'agira d'interroger les technologies qui tendent à éloigner le combattant du champ de bataille, des drones armés aux objets connectés, en passant par l'informatique quantique et les systèmes d'armes létales autonomes. Il conviendra, ensuite, d'évoquer les technologies (matérielles ou non matérielles) qui visent à renforcer le combattant, comme les exosquelettes, l'interface cerveau-machine, les substances pharmacologiques ou encore l'ingénierie génétique. Enfin, l'objectif sera de mettre en avant, de manière multidimensionnelle et non exhaustive, plusieurs enjeux associés à ce développement technologique, qu'ils soient éthiques, juridiques, stratégiques ou climatiques. C'est donc bien le rapport des puissances démocratiques aux technologies militaires qui est ici plus largement questionné.